

LABARRÈRE-PAULÉ, André, *Les Instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1965. 471 p. Appendices, index.

Jean-Pierre Wallot

Volume 19, numéro 4, mars 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302523ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302523ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wallot, J.-P. (1966). Compte rendu de [LABARRÈRE-PAULÉ, André, *Les Instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1965. 471 p. Appendices, index.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 19(4), 634–636. <https://doi.org/10.7202/302523ar>

LABARRÈRE-PAULÉ, André, *Les Instituteurs laïques au Canada français 1836-1900*. Les Presses de l'Université Laval: Québec, 1965. 471 p., appendices, index.

Cette étude est déprimante: non certes à cause de sa copieuse documentation ni du style, clair et incisif à l'occasion. Cette impression suinte du sujet lui-même: nous voyons s'étaler sur plus de 60 ans (1836-1900) la misère pénible des instituteurs laïques. Indigence matérielle: salaires de famine qui ne croissent pas, insécurité dans le logement, dans l'emploi et dans la vieillesse, etc. Dépendance matérielle qui se répercute sur le statut social: profession ignorée ou méprisée, asservissement à des commissaires ignorants et parfois aux curés. Misères physiques et sociales qui engendrent, dans un enchaînement fatal, l'incompétence, la fuite des plus doués hors de la profession et, chez certains, des tares morales (ivrognerie, etc.). A ce lot détestable se conjuguent encore la féminisation accélérée — les jeunes filles ignorantes coûtent moins cher que les instituteurs — et la cléricatisation du corps enseignant au primaire. Non seulement l'instituteur devra-t-il justifier en quelque sorte son droit à ne pas crever de faim; mais encore devra-t-il combattre pour affirmer son droit à l'existence tout court à côté des religieux. 450 pages parfois arides et peu réjouissantes qui nous dévoilent combien nous revenons de loin.

Plusieurs étapes ont marqué la lente maturation des instituteurs laïques au cours de cette période. Au début, ils n'existaient pas en tant que corps organisé. Bien plus, la plupart d'entre eux enseignaient sans compétence en attendant de pouvoir trouver mieux ailleurs. C'était un pis-aller temporaire. Malgré

le non-renouvellement de la loi des écoles (1836), la rébellion et l'instabilité qui s'ensuivit, bon nombre d'écoles continuèrent à fonctionner grâce à l'initiative privée. Et bientôt apparurent des écoles normales étatiques, neutres et biculturelles. Elles échouèrent cependant: avant de former des nouveaux maîtres, il fallait des traitements convenables et le rétablissement du système public d'écoles élémentaires. De 1836 à 1845, les instituteurs laïques subsistèrent donc difficilement. Cette année-là, toutefois, quelques-uns d'entre eux, dévoués et conscients de leurs responsabilités, s'unirent dans des associations à Québec et à Montréal: celles-ci devaient militer pour le perfectionnement professionnel du maître et l'amélioration de son niveau de vie. Des manuels pédagogiques rédigés par des laïques virent le jour et remplacèrent celui de Perrault. Cet éveil initial, encouragé par Meilleur, se buta contre la loi de 1845 qui dispensait les institutrices et les religieux de l'examen de compétence auquel étaient astreints les instituteurs laïques: concurrence déloyale qui irait en s'accroissant.

En 1885, Chauveau remplace Meilleur comme surintendant de l'instruction publique et, aidé par la conjoncture, réussit mieux. Avec lui, l'instituteur semble acquérir droit de cité. La législation scolaire de 1857 établit des écoles normales (confessionnelles, nationales) à Québec et à Montréal. De plus, elle oblige tous les enseignants — à l'exception des religieux — à subir un examen de capacité devant des examinateurs. Parallèlement à ces progrès, limités mais gros d'espoirs, naît la presse pédagogique: le *Journal de l'Instruction publique*, l'organe officiel de Chauveau, et *La Semaine* (1864), un journal revendicatif et syndical, à l'avant-garde sur les plans pédagogique et social. Cependant, la même année voit triompher la réaction catholique à Rome. Désormais, une partie de l'Église québécoise niera de plus en plus à l'État et aux laïques toute place dans l'éducation: celle-ci, selon les ultramontains, relève exclusivement de la famille et de l'Église. Après 1864, les déceptions s'accumulent pour les instituteurs laïques: une baisse des salaires récompense l'accroissement de leur compétence; la caisse d'économie échoue; la concurrence de plus en plus forte des femmes, moins qualifiées et moins coûteuses, et des religieux les repousse hors de l'enseignement primaire. Une série de crises surviennent et tout est remis en question: écoles normales, inspecteurs, bureaux d'examineurs, uniformité des livres d'enseignement, etc. Les ultramontains injectent dans ces discussions leurs soupçons venimeux à l'endroit des instituteurs laïques, soupçonnés de libéralisme et de franc-maçonnerie. Ces derniers devront donc délaisser la

lutte ouverte pour l'uniformisation des programmes, etc. Dans une soumission apparente à l'Eglise, ils verront à améliorer leur profession et à aiguiller leurs efforts vers des objectifs moins controversés.

Plusieurs grands thèmes se découpent nettement dans ce volume : les laïques, nous affirme l'auteur, sont les véritables créateurs et organisateurs de l'enseignement primaire au Canada français ; ce sont les véritables fondateurs d'une pédagogie adaptée à la mentalité et aux besoins des Canadiens français ; les premiers, ils ont publié des manuels et une presse pédagogique éclairée, bien avant les clercs ; au XIX<sup>ème</sup> siècle, ils ont toujours constitué la majorité dans l'enseignement primaire, bien que cette supériorité ait été fortement entamée (de 96 %, en 1836, à 57 % en 1900) ; seule l'obsession du climat politique et des luttes scolaires en France peut expliquer l'histoire de l'instituteur laïque durant ces années, etc.

Sans nier ni confirmer le bien-fondé de certaines hypothèses de l'auteur, nous devons avouer que les points d'interrogation demeurent fort nombreux après la lecture. Ainsi, l'auteur prétend que la majorité des clercs, ecclésiastiques, curés de campagne, etc., ont combattu l'école primaire tenue par l'instituteur laïque. Jamais pourtant ne détaille-t-il cette "majorité", sauf dans de vagues allusions à Mgr Laflèche et aux ultramontains, une fraction seulement de l'Eglise québécoise. Ici, les preuves font défaut. Ce qui n'empêche l'auteur — à l'image d'un certain professeur "vedette" de littérature française — de corriger triomphalement les poux qu'il repère chez ses prédécesseurs (notamment chez Audet, Groulx, etc.). Ailleurs, l'auteur soutient que les curés ne jouaient pas un grand rôle dans l'école, qu'ils ne s'y intéressaient pas. D'autre part, jusqu'à quel point la soumission — peut-être inégale ? — des instituteurs laïques était due à la conviction, à l'opportunisme, à la nécessité, etc. ? L'introduction sur le climat de 1836 nous apparaît extrêmement faible et ne repose pratiquement que sur un article de revue fort partiel. Etc. Mais à l'exception de quelques détails et de sa tendance à trop systématiser parfois, l'auteur nous a fourni une étude capitale pour la compréhension du XIX<sup>ème</sup> siècle au Canada français. Il a prouvé notamment — les tableaux statistiques ne manquent pas ici — l'influence considérable des laïques dans l'éducation, même aux pires moments. On ne pourra plus considérer cette question sans recourir à ce volume de base.